

<b>DÉLIBÉRATION n° 2022/005-bis</b> (Annule et remplace la délibération 2022/005)
--

L'an deux mille vingt deux et le 25 janvier à 19 heures 30 minutes, le **Conseil Municipal de LANNEMEZAN**, légalement convoqué le 19 janvier 2022, s'est réuni en session ordinaire dans la salle des mariages, sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

**Présents** : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Pierre DUMAINE, Carine VIDAL, Robert MONZANI, Jean-Marie DA BENTA, Jean-Claude SUBIAS, Jean-Marc BABOU, Jean-Pierre CABOS, Patrice ABADIE, Pascal AUDIC, Frédéric SIBOUT, Sandrine DURAN, Marie-France RUFFAT, Jacqueline ALFONZO, Stéphanie LAGLEIZE, Nicolas TOURON, Joël MANO, Laurent LAGES, Stéphanie NOGUES et Rony BARTHE.

**Procurations** : Sylvie ORTEGA à Stéphanie NOGUES, Ingrid ROUZAUD à Stéphanie LAGLEIZE, Florence CLARENS à Gisèle ROUILLON, Maurine FOSSAT à Bernard PLANO, Cindy SIBE à Carine VIDAL, Françoise PIQUE à Jean-Marie DA BENTA et Philippe LACOSTE à Laurent LAGES.

**Absente** : Isabelle ORTE.

**Secrétaire de séance** : Pierre DUMAINE.

**OBJET** : Budget Assainissement : Autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent)

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Détermination de l'enveloppe :  
Total dépenses investissement  
RAR  
Déficit

1 244 029,29 €  
- 202 819,00 €  
- 177 824,29 €

Accusé de réception en préfecture 08/02/2022 03-2022003-2022-005-bis-DE Date de réception préfecture : 03/02/2022
---

Remboursement du capital	- 466 900,00 €
Chapitre 040 (immobilisations)	- 34 429,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>362 557,08 €</b>

$362\,557,08 \times 25\% = 90\,639,27\text{ €}$

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de 90 639,27 €, soit 25% de 362 557,08 €.

**Les dépenses d'investissement concernées en 2022 seront les suivantes :**

- Acompte pour changement et reprogrammation de l'automate et du système de régulation de la centrifugeuse de la station d'épuration (chapitre 23 - article 2313) :	15 000 €
- Phases 1 et 2 de la révision du schéma directeur d'assainissement (chapitre 23 - article 2315) :	28 400 €
- Acquisition de matériel spécifique (chapitre 21 - article 21562) :	15 000 €
- Acquisition de matériel (chapitre 21 - article 2188) :	7 000 €

**TOTAL DES DEPENSES AUTORISEES : 65 400 €**

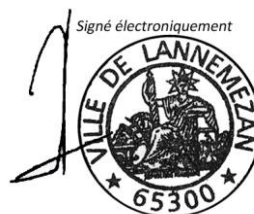
**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité des votants,

**DECIDE**

➤ d'accepter les engagements du ¼ des dépenses d'investissement comme décrits ci-dessus.

Pour copie conforme,  
Le Maire,



Affiché le 03 février 2022